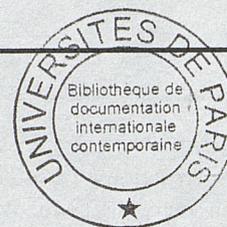


ann



n° 284

Bulletin bi-mensuel
d'information sur
l'Amérique centrale
27 mars 1993

EL SALVADOR : LA VERITE...MAIS LA JUSTICE ?

Managua, 22 mars. Le 15 mars, la Commission de la Vérité, issue des accords de paix, a rendu public son rapport sur les atteintes aux droits humains durant la guerre. Ce document, qui accuse sévèrement l'armée et la justice, met également en cause certains dirigeants du FMLN, mais pour une infime proportion des violences. Un grand absent au banc des accusés: le gouvernement des Etats-Unis, qui a pendant 11 ans financé la "sale guerre". Le président Cristiani a fait voter à la va-vite une loi d'amnistie générale que l'opposition juge prématurée.

La Commission de la Vérité était composée de trois personnalités internationales, l'ancien président colombien Belisario Betancourt, le président de l'Institut des droits humains des Etats-Unis, Tomas Burgental et l'ex-ministre vénézuélien des affaires étrangères Reinaldo Figueredo. Après avoir enquêté pendant six mois et entendu des milliers de témoignages, ils ont rendu leur rapport, sans tenir compte des pressions répétées du président Cristiani qui prétextait que cette publication risquait de "destabiliser le pays et de compromettre la réconciliation" entre Salvadoriens. La Commission n'a pu examiner qu'une partie des cas, ceux qu'elle a jugés les plus graves parmi les milliers d'abus perpétrés. Son rapport évoque entre autres l'assassinat en 89 des six jésuites de l'Université, l'attentat contre la fédération syndicale Fenastras, les trois massacres de paysans dont celui

d'El Mozote, l'assassinat de religieuses étatsuniennes, de journalistes hollandais, du personnel d'un hôpital du FMLN et certains crimes commis par les escadrons de la mort, dont l'assassinat de Monseigneur Romero. L'enquête a également porté sur certaines violences dont était accusé le FMLN, en particulier la mort de onze maires.

Le verdict de la Commission est lourd pour l'armée et le système judiciaire. Une quarantaine d'officiers sont jugés coupables et leur destitution est recommandée. Parmi eux, la plupart des membres de l'Etat-Major, dont le ministre de la défense Ponce, responsable en particulier de l'assassinat des jésuites, son vice-ministre Zepeda, et l'ex-commandant du bataillon Atlacatl, officiellement dissout aujourd'hui, qui a dirigé le massacre d'El Mozote. Le président de la Cour Suprême de justice ainsi que la

SOMMAIRE

EL SALVADOR : LA
VERITE... MAIS LA
JUSTICE ?

ANNE, MA SOEUR ANNE

PRISE D'OTAGES : LE
CIRQUE EST FINI

L'ASSEMBLEE
SANDINISTE
AFFRONTERA-T-ELLE
LA REALITE ?

BILLETS EN MAIN, ON
SE FAIT RESPECTER

LE RETOUR
D'HASENFUSS

LA VENGEANCE DE
TISCAPA

SOUPE A L'OIGNON

CUBA SE DEFEND A
L'ONU

DROITS HUMAINS :
VERS UNE NOUVELLE
CONCEPTION

EN BREF

BDIC 1

40P 11481

plupart des magistrats de cette institution sont également compromis pour obstruction à l'exercice de la justice dans les enquêtes sur le massacre d'El Mozote et l'assassinat de Mgr Romero. Le Major d'Aubuisson, fondateur du parti au pouvoir ARENA et aujourd'hui décédé, est responsable de ce dernier meurtre. Le FMLN est déclaré coupable de l'assassinat de plusieurs maires, de juges et de certains de ses propres membres. Six commandants de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), une des branches de la guérilla, en sont jugés responsables et parmi eux l'un des principaux artisans des négociations de paix, le commandant Villalobos. Mais seulement 5 % de l'ensemble des violences sur lesquelles a porté l'enquête sont imputables à la guérilla. De la part des forces armées, les massacres n'ont pas été des bavures mais ils ont fait partie d'une stratégie visant à terroriser et éliminer la population rurale des zones du FMLN.

La Commission de la Vérité recommande l'exclusion de toute charge publique pour une durée de dix ans de ceux que son rapport met en cause et qui devraient en outre être écartés définitivement de toute fonction militaire. Elle demande la destitution des magistrats incriminés ainsi qu'une véritable séparation des pouvoirs et une dépolitisation de la justice. Elle se déclare favorable à une sanction judiciaire pour tous les abus dénoncés, tout en reconnaissant que l'état actuel de la justice ne s'y prête guère. Elle suggère que soit approfondie l'enquête sur les escadrons de la mort, liés selon elle à certains militaires, latifundistes, chefs d'entreprise et hommes politiques. Elle accuse des exilés salvadoriens vivant à Miami d'avoir appuyé les escadrons de la mort, en particulier entre 1979 et 1983. Cette activité terroriste exercée sur le sol des Etats-Unis devrait faire, selon la Commission, l'objet d'une enquête.

Ce dernier point représente la seule allusion directe au rôle des Etats-Unis au Salvador, ce qui n'a pas manqué de faire réagir vivement la Communauté centraméricaine des jésuites. Son Provincial signale: *"Le gouvernement des Etats-Unis est le grand absent de ce rapport, malgré sa responsabilité historique. Il y a eu pourtant une participation constante de membres de la CIA et de conseillers militaires qui ont été très proches des auteurs intellectuels et matériels du meurtre des jésuites. Or, ils n'apparaissent pas dans le rapport"*. T. Burgentel, le seul membre de la Commission de nationalité étatsunienne, a demandé que le rôle de son pays soit examiné par le Congrès. *"Le gouvernement a toléré l'activité d'exilés salvadoriens qui ont financé directement et indirectement les escadrons de la mort"*, dit-il. Les Etats-Unis ont versé en moyenne 80 millions de dollars par an d'aide militaire au Salvador, sans compter le financement des opérations secrètes.

Après avoir tout fait pour empêcher ou au moins retarder la publication du Rapport de la Vérité, le président Cristiani a adopté une stratégie d'urgence lorsqu'il est devenu évident qu'elle ne serait pas ajournée plus longtemps. A la veille du 15 mars, son ministre de la défense présentait sa démission et Cristiani prônait l'amnistie *"immédiate et totale"* pour tous

ceux qui seraient désignés le lendemain comme criminels. *"L'heure est venue du pardon mutuel"*, a déclaré le président qui, à un an des élections, voudrait que la page soit vite tournée. Les officiers et magistrats incriminés ont réagi de manière moins conciliante. Le président de la Cour Suprême de justice a déclaré que *"le seul qui puisse nous destituer est Dieu, en nous retirant la vie"*. Le numéro deux de l'Etat Major, Mauricio Vargas, a accusé la Commission de la Vérité de *"prêcher la violence et la discorde"*, jugeant son rapport *"injuste et partial"*. *"Il faut le rejeter totalement"*, a-t-il conclu. Le FMLN s'est déclaré disposé à respecter à la lettre les recommandations de la Commission *"afin de contribuer à la paix"*. Le commandant Villalobos a fait remarquer: *"Je ne me suis pas lancé dans la lutte révolutionnaire pour devenir président mais pour que le pays change, et nous sommes en train de réaliser cet objectif"*.

Les organisations populaires et le FMLN qui exigeaient *"la vérité et la justice"* pourraient bien rester sur leur faim. L'amnistie, votée à la va-vite par la droite à l'Assemblée dès le 20 mars, fait l'affaire du parti au pouvoir ARENA, de l'armée et de l'oligarchie. Le FMLN n'était pas opposé à cette mesure, mais seulement si elle venait après une application stricte des recommandations de la Commission de la Vérité, à laquelle le gouvernement semble se refuser pour le moment. *"Avant l'amnistie, il faut que la vérité affleure un peu plus, réclame J. Villalobos. Nous ne voulons pas d'une amnistie qui ne serve qu'à fermer la plaie sans qu'elle soit soignée au préalable"*. C'est pourtant bien ce qui risque de se passer car trop de gens y ont intérêt: des militaires et magistrats coupables aux hommes d'affaires et politiciens qui tirent les ficelles des escadrons de la mort, du gouvernement salvadorien à celui des Etats-Unis.

Le FMLN a demandé à l'ONU de faire appliquer les recommandations de la Commission de la Vérité et le négociateur de l'ONU, Alvaro de Soto, a répondu qu'elles étaient *"tout aussi obligatoires que les autres clauses des accords de paix"*. Les organisations populaires ont fait irruption à l'Assemblée en plein vote de l'amnistie pour protester. Mais il est à craindre que la lutte pour la justice soit difficile même si le Salvador est le seul pays où l'opposition a pu obtenir de haute lutte que la vérité soit rigoureusement établie. -(ANN)

ANNE, MA SOEUR ANNE

Managua, 24 mars. Le ministre de la présidence Antonio Lacayo vient d'effectuer un voyage à Washington pour tenter d'obtenir le versement de l'aide toujours bloquée par le Congrès. Encore une fois, il a accepté les conditions qu'on lui a imposées sans pouvoir préciser à quelle date les 54 millions de dollars seront versés.

L'histoire de cette aide, votée par le Congrès mais retenue à cause des manoeuvres du sénateur Helms et de l'extrême-droite nicaraguayenne, est celle de l'Arlésienne. Son déblocage avait

déjà été promis l'an dernier en échange de l'éviction du chef de la police René Vivas et de la réforme de cette institution. Bien que le gouvernement Chamorro ait fait ce qu'on lui demandait, les Etats-Unis n'ont versé que la moitié de la somme attendue. A. Lacayo vient de faire de nouvelles concessions, tandis que l'extrême-droite s'efforçait de faire échouer ses démarches. En effet, la prise d'otage à l'ambassade du Nicaragua au Costa Rica était destinée entre autres à convaincre la communauté internationale que la situation est devenue intolérable au Nicaragua et à persuader les Etats-Unis d'exercer des pressions sur Violeta Chamorro pour qu'elle élimine les sandinistes du paysage politique et donne tout pouvoir à l'UNO. Par ailleurs, le jour même où A. Lacayo arrivait à Washington, l'ancien vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra, qui a fui le Nicaragua après avoir détourné un million de dollars, a de nouveau fait parler de lui. Il a envoyé au Congrès des Etats-Unis une déclaration sur l'honneur dans laquelle il affirme que A. Lacayo, le chef des Forces armées Humberto Ortega et d'autres officiers sont mêlés au trafic de drogue. Il dénonce également la corruption du gouvernement qu'il accuse en outre d'atteintes graves aux droits humains. Selon A. Lacayo, ce document a eu un impact sur le Congrès et l'opinion publique, raison pour laquelle il a accepté la venue au Nicaragua d'une commission composée de représentants de l'ONU, de l'OEA et du Congrès étatsunien dont la mission n'est pas encore très claire. Certains l'appellent déjà "la Commission de la vérité" et espèrent, comme la Commission permanente des droits humains -liée à la contra-, qu'elle va enquêter sur les crimes commis par le gouvernement sandiniste et les atteintes aux droits humains dont est coupable celui de V. Chamorro. Mais, selon A. Lacayo qui la qualifie de "Commission d'amis", elle va mener une investigation entre autres sur les accusations portées par A. Ibarra, la restitution aux somozistes de leurs biens confisqués pendant la révolution et la réduction de l'armée, ces derniers points figurant déjà dans la liste des conditions posées l'an dernier par le sénateur Helms. On note également que c'est John Maisto qui vient d'être nommé ambassadeur des Etats-Unis au Nicaragua. Il était venu l'an dernier à Managua demander à V. Chamorro d'accepter la supervision de l'action de son gouvernement par une "Junta de notables".

Le ministre de la présidence se montre optimiste et affirme que le résultat du travail de la commission ne peut être que favorable au gouvernement. Il est vrai que ce dernier a fait tout son possible pour satisfaire aux exigences de la droite étatsunienne et continue à travailler dans ce sens. En effet, la présidente va s'attaquer maintenant à l'épineuse question de la présence d'H. Ortega à la tête de l'armée par le biais d'une proposition de loi réformant l'institution et prévoyant un terme à l'exercice des fonctions de chef des armées.

Le FSLN a déjà manifesté il y a plusieurs mois son accord avec ce dernier point. Mais la venue d'une commission étatsunienne soulève de fortes réactions dans ses rangs. Un éditorial de *Barricada* précise que l'idée d'une telle commission est venue

de sénateurs républicains qui ont voulu profiter du fait que le gouvernement est aujourd'hui le dos au mur pour exercer des pressions dans des affaires de politique intérieure. La commission sera en effet chargée de vérifier l'application des recommandations qu'elle aura faites. *"L'intention est de s'attribuer le pouvoir de recommander et de donner des ordres dans la politique institutionnelle. C'est pour cela que l'extrême flou des déclarations de Lacayo sur le rôle de cette commission est préoccupant. La restauration de la crédibilité du gouvernement à l'étranger ne peut s'obtenir au prix de la renonciation à la légitimité de nos institutions et des pouvoirs de l'Etat (...). Le Nicaragua est excessivement vulnérable au flux de l'aide extérieure, c'est pour cela qu'il est dangereux que le gouvernement commence à flirter en prenant des initiatives qui lui permettent de rêver qu'il va améliorer son image à l'étranger alors qu'en réalité elles vont transformer notre dépendance économique en soumission politique."* -(ANN)

PRISE D'OTAGES : LE CIRQUE EST FINI

Managua, 23 mars.-- Les feux de la rampe se sont éteints pour le "Commando Yolaina" qui, depuis deux semaines, retenait vingt cinq otages dans l'ambassade du Nicaragua au Costa Rica. Le gouvernement, qui a accepté certaines de ses revendications, reconnaît que c'est là un fâcheux précédent tandis que la presse continue à spéculer sur cette affaire qui demeure en partie obscure.

C'est le lundi 22 mars qu'otages et terroristes ont quitté l'ambassade où ils sont restés enfermés quatorze jours. Deux des membres du "commando politico-militaire de Yolaina", dont son chef Manuel Urbina, sont partis en République dominicaine et trois autres ont demandé à être reconduits dans le sud du Nicaragua. Le ministre de l'intérieur Alfredo Mendieta n'a pas précisé le contenu des négociations qu'il a menées personnellement. Il a simplement informé que 250 000 dollars avaient été versés aux terroristes par la famille de l'ambassadeur Alfonso Robelo, ce qui a d'ailleurs été mis en doute par la presse. Selon *Barricada*, dont les informations se sont confirmées, le gouvernement s'est aussi engagé à chercher 6 millions de dollars afin de les offrir au cardinal Obando pour des oeuvres sociales. Plus grave, il a accepté que le cardinal supervise tous les programmes sociaux du gouvernement. Enfin, il a promis de libérer un commando armé qui avait fait irruption dans les locaux d'une radio de Managua, *Radio Mundial*, pour lire un communiqué de soutien aux terroristes. Les membres de ce commando ont effectivement été libérés, ce qui a provoqué la colère du juge qui avait ordonné leur arrestation.

Les rares déclarations des autorités ont permis de savoir que quelques problèmes avaient surgi entre le gouvernement

nicaraguayen et celui du Costa Rica, que certains observateurs avaient même soupçonné de complicité. Le premier accuse le second de ne pas avoir mené les opérations psychologiques recommandées en cas de prise d'otages et de ne pas lui avoir transmis un fax anonyme dont la police costaricienne avait connaissance et qui avertissait que l'occupation de l'ambassade était en préparation. L'ambassadeur A. Robelo, de son côté, prétend ne pas avoir eu connaissance de ce message qui a dû selon lui être reçu par un employé subalterne. Le cas d'A. Robelo est une autre zone d'ombre. Au cours de la prise d'otages, il avait déclaré à une radio costaricienne que l'action du commando était "l'expression du désaccord généralisé des Nicaraguayens en ce qui concerne la situation politique actuelle". La presse des deux pays l'avait alors soupçonné de complicité tandis que le gouvernement nicaraguayen s'évertuait à expliquer ses déclarations par le syndrome de Stockholm. Il continue aujourd'hui à affirmer que l'ambassadeur n'a rien à voir avec l'action du commando. Tout indique qu'A. Robelo, ancien membre de la direction de la contra dont on dit qu'il sera le candidat de la droite dure et des Etats-Unis aux élections de 96, sera maintenu dans ses fonctions. Le ministre de l'intérieur affirme que la prise d'otages n'était pas une action politique, mais le fait d'un délinquant paranoïaque. Pourtant, on a su par la police costaricienne que M. Urbina était resté en communication avec des interlocuteurs qui semblaient diriger l'action depuis le Nicaragua et la Colombie. Le quotidien *El Nuevo Diario* a même affirmé que l'un d'entre eux est un collaborateur du cardinal Obando.

Les concessions faites aux terroristes ont provoqué des réactions négatives dans la population, ce qui explique en partie la décision gouvernementale de demander aujourd'hui l'extradition des deux membres du commando réfugiés en République dominicaine et de juger les trois hommes qui ont pris d'assaut *Radio Mundial*. Ces mesures ont également pour but d'éviter qu'une telle situation ne se reproduise. Cette prise d'otages a en effet créé, de l'aveu même du ministre, un fâcheux précédent. - (ANN)

L'ASSEMBLEE SANDINISTE AFFRONTERA-T-ELLE LA REALITE ?

Managua, 23 mars.— La réunion de l'Assemblée sandiniste qui aura lieu dans les jours prochains a quelque peu relancé un débat qui était presque totalement retombé dans les médias sandinistes. Ce sont les problèmes de toujours qu'évoquent les différentes contributions parues dans la presse.

Les militants qui se sont exprimés espèrent de toute évidence que cette réunion de l'Assemblée sandiniste aura des résultats

plus concrets que la précédente, tenue en août 92. La proposition économique qui avait alors été élaborée avait été jugée trop générale par les militants et n'avait trouvé aucun écho auprès du gouvernement. Les problèmes internes du FSLN et la recherche d'une véritable solution alternative à la crise nationale sont les deux aspects que les personnes interrogées souhaitent voir abordés. Monica Baltodano, conseillère municipale à Managua, constate que le mécontentement est exclusivement capitalisé par l'extrême droite, ce qui rend urgente une proposition économique en direction des producteurs. "La solution de la crise ne peut venir d'accords au sommet"; au contraire, "le sandinisme et la nation détiennent la terre et la force de travail, et ce sont les forces productives qui doivent être au centre de nos préoccupations". C'est pourquoi les problèmes internes et la question des structures du parti, "qui éloignent les sandinistes des vrais problèmes de la société", doivent passer au second plan. Tout le monde n'est pas d'accord avec ce point de vue. De nombreux militants estiment que si le FSLN veut reprendre réellement l'initiative, il doit d'abord retrouver la confiance en faisant la lumière sur son patrimoine et trouver un modèle d'organisation plus efficace. "L'effondrement des structures a provoqué une fragmentation en d'innombrables petits groupes de toutes tailles. Il est courant d'entendre quelqu'un expliquer : "Nous sommes un groupe de camarades qui nous réunissons pour parler du parti". Cette organisation "naturelle" est venue remplacer les comités de base. La dispersion est pire que la division, car elle isole, elle immobilise et elle affaiblit jusqu'à l'extinction", écrit Silvio Prado, ancien permanent du Département des relations extérieures du FSLN pour qui la question de la direction est également très importante. "Le problème de la direction se pose à cause de l'absence totale de convergence dans les initiatives des différents secteurs et de l'inefficacité d'un système dans lequel les dirigeants refusent de se considérer comme des "faciliteurs" qui stimulent les potentialités de la base". Comme première mesure, l'Assemblée sandiniste devrait assumer pleinement le mandat qu'elle a reçu du Congrès et qui fait d'elle un organe hiérarchiquement supérieur à la Direction nationale. Si elle ne le fait pas, "on ne pourra résoudre aucun autre problème", estime l'ancien Procureur Ernesto Castillo.

Les relations avec le gouvernement sont un autre point chaud. S. Prado résume ainsi la situation actuelle : "Depuis que la tendance dure de l'UNO n'a plus son jouet, l'Assemblée nationale, elle a juré de mettre le pays sens dessus dessous pour regagner le pouvoir qu'elle a perdu. Les dirigeants du FSLN se sont vu obligés d'épauler le gouvernement et d'investir davantage d'efforts dans la stabilité. Cela n'aurait rien de critiquable si l'on ne soutenait en même temps une politique dont le résultat est que nous sommes licenciés, que nous ne retrouvons pas de travail, que le crédit nous est refusé, que la légalisation de nos maisons et de nos terres est entravée, qu'on nous impose un enseignement confessionnel, qu'on nous crible d'impôts et qu'on ne respecte pas les accords passés avec les anciens

contras, si bien qu'ils se vengent sur nous en nous assassinant parce que nous sommes sandinistes". "On ne peut co-gouverner avec une telle politique économique", affirme M. Baltodano, "à moins qu'on ne soit prêt à payer cette position par la dispersion et de l'effondrement du FSLN comme parti révolutionnaire".

A ce propos, Henry Ruiz, membre de la Direction nationale, répète des positions déjà connues : il faut orienter le parti "dans une direction plus générale et plus nationale". "Les choses vont mal, le tissu social se décompose. Que le pays soit gouvernable ou non, voilà ce qui est en jeu". Face à l'extrême-droite, le FSLN "a tenté de tirer dans la même direction que ceux qui visent à la réconciliation. Nous partageons la même philosophie que ces forces-là. Le FSLN a montré à ses militants que la guerre n'offre pas d'issue, contrairement à la solution concertée". Cependant, le rapport qui sera présenté à l'Assemblée sandiniste rejette catégoriquement le plan économique du gouvernement dont les résultats sont catastrophiques. L'Assemblée sandiniste devrait étudier maintenant une proposition économique concrète que présentera la direction et élaborer un plan de lutte. -(ANN)

BILLETS EN MAIN, ON SE FAIT RESPECTER

Sylvia Torres

Managua, mars.-- En 30 ou 40 ans de vie, elles n'avaient jamais eu un sou devant elles. Elles se sont organisées il y a trois ans et réalisent aujourd'hui quatre fois plus de transactions avec les abattoirs que Jaime Cuadra, l'un des gros producteurs de viande du pays; elles produisent autant que le plus important caféiculteur du département. Derrière la réussite de *La Norteña*, coopérative de crédit et de services, il y a l'effort soutenu des 1 314 femmes regroupées dans les collectifs de production dispersés dans toute la région de Matagalpa.

Le 24 février, l'émotion dominait durant la cérémonie de constitution officielle de la coopérative *La Norteña*. Les paysannes étaient arrivées des quatre coins du département, parfois après plusieurs jours de route. Mais les fleurs dans les cheveux, les habits de fête et le maquillage faisaient oublier la fatigue du chemin. Au son de la Marche d'Aïda, la présidente de la nouvelle organisation a hissé le drapeau vert orné de pins, symbole international des coopératives. Les pionnières du projet ont remis à la jeune présidente du conseil d'administration, âgée de 19 ans, une torche allumée, symbole de "lumière et d'engagement", ont-elles dit. Elles se sont rappelé la genèse de leur union: un jour de novembre 87, plusieurs d'entre elles avaient formé la première brigade de ramasseuses de café.

"Nous voulions alors apprendre à nous organiser en tant que femmes, renforcer la solidarité, rompre certaines barrières".

Aujourd'hui, elles sont à la tête d'un patrimoine de 54 000 dollars, de 360 hectares de terre cultivée et d'un cheptel de 2 000 taurillons, 1 700 porcs et 3 000 volailles. Ce capital les rend solvables auprès des banques et leur permet donc de se lancer dans d'autres opérations économiques. Elles envisagent d'acquérir des parts dans l'entreprise de production de viande CARNIC et de participer à son conseil d'administration. Elles pensent également acheter des actions dans des banques. Leur patrimoine les met au même rang que les grosses exploitations affiliées, comme elles, à l'Union des agriculteurs et éleveurs (UNAG).

ETRE RECONNUES

Malgré les progrès considérables dont ont bénéficié les paysannes jusqu'en 1990, elles ont encore bien des préjugés à vaincre. La Réforme agraire a permis aux paysans pauvres d'accéder à la propriété d'environ 40 % des terres mais la revendication historique des paysannes n'a pas été satisfaite. Très peu de titres de propriété ont été mis à leur nom et seulement 12 % des 25 000 membres des coopératives agricoles sont des femmes. "Il était difficile, il y a trois ans, de s'intégrer aux coopératives déjà constituées. C'est pour cela que nous avons préféré nous organiser pour avoir nos propres projets, modestes mais autonomes", explique Martha Valle, l'une des pionnières de la coopérative. C'était leur réponse à l'exclusion dont les agricultrices sont victimes.

La majorité des projets économiques féminins allaient dans le sens du rôle traditionnellement dévolu aux femmes. "Faites des jardins potagers", leur disait-on depuis des années. C'était la condition pour obtenir des financements. L'idée de M. Valle était que les paysannes devaient devenir des productrices au même titre que les hommes. Pourquoi ne pas se lancer dans les cultures non traditionnelles ou dans l'élevage? En 1989, le Comité français des femmes agricultrices apporte le premier financement, un petit fonds rotatif de 200 dollars et l'affaire démarre. Lorsque les premiers résultats ont été tangibles, plusieurs ONG étrangères comme Swissaid et Oxfam Canada ont offert leur soutien. L'an dernier, les dirigeantes de *La Norteña* se sont réunies avec 21 éventuels donateurs intéressés par leur type d'organisation. L'argent tourne pour financer les récoltes successives des collectifs. "Avec ce que nous gagnons en vendant la seconde récolte de *San Dionisio*, nous finançons les semences de la troisième à *Rancho Grande ou Waslala*". Le système du fonds rotatif permet de réinvestir les prêts dans de nouveaux projets productifs.

En cherchant des financements pour leurs collectifs de production, les paysannes ont appris à parler en public, à organiser des réunions, à administrer leurs biens. Elles ont appris surtout qu'elles étaient capables de faire quelque chose

hors du foyer. "L'aventure lancée il y a trois ans nous a permis de nous faire entendre à la maison", constate la responsable du collectif Blanca Arauz de Terrabona. Il est clair pour elle que "ce n'est que lorsqu'on a des billets en main qu'on se fait respecter". De même que les onze autres qui constituent le collectif, elle n'avait jamais rien possédé avant. Elles ont maintenant 15 taurillons qu'elles comptent vendre en avril pour acheter des reproductrices. Elles peuvent parler d'égal à égal avec les hommes et n'ont plus à "tendre la main et dépendre de leur bon vouloir". Les choses n'ont pas été faciles car aux yeux de certains paysans, une exploitation menée par des femmes fait plus de tort qu'autre chose à la profession.

FAIRE TACHE D'HUILE

Les pionnières ont voulu étendre l'expérience et la partager avec celles qui souffrent d'un isolement imposé autant par les conditions géographiques -les hameaux du département sont très mal reliés entre eux- que par leur condition de femmes. Comme cela arrive à beaucoup, Maria, mère de trois enfants, s'est retrouvée sans rien quand elle s'est séparée de son mari après avoir travaillé à ses côtés pendant des années. Ni la Réforme agraire, ni l'UNAG, ni la police ni le juge n'ont reconnu sa part de propriété. Elle s'est convaincue que si une femme ne veut plus souffrir, elle doit avoir son propre patrimoine. Elle s'est unie à un groupe de paysannes de Rio Blanco pour produire. "Je leur ai dit que si nous ne produisons pas, nous ne serions jamais prises en compte. Maintenant, nous sommes tranquilles". Elle estime que la condition du succès de leur entreprise est que toutes aient une conscience claire de ses objectifs.

Le fait de sortir du foyer a entraîné chez certaines un engagement de plus en plus profond. Susana, qui élève onze enfants, est devenue conseillère municipale en plus de productrice. Avant, elle pensait que le travail de la terre n'était pas une activité de femme. Elle s'est prouvée le contraire lorsque son mari a été tué, il y a huit ans, au cours d'une embuscade. "J'ai changé et j'ai le sentiment d'avoir un rôle à jouer dans la société". Elle dirige maintenant la production des 156 paysannes du collectif de Bocana de Paiwas.

Celles qui en 87 organisaient la première brigade féminine de café et rêvaient de renverser les barrières imposées à leur sexe ont atteint leur but. La cérémonie du 24 février est venue couronner leurs efforts. Sans se laisser griser par leur succès, elles font en sorte de maintenir leurs exigences en matière d'affiliation. Elles luttent également pour que l'activité armée qui sévit dans leur région n'entrave pas leur organisation. Comme l'enthousiasme est contagieux, deux paysannes du département de Jinotega se sont engagées à faire l'impossible pour ouvrir une antenne de la Coopérative de crédit et de services dans ce département voisin. Peut-être les "Norteñas" nous surprendront-elles bientôt avec une fédération des femmes paysannes? Parions que, de leur côté, les citadines ne traîneront

pas pour constituer la première banque de femmes, comme l'idée en a été lancée au cours de l'Assemblée "Différentes mais unies" tenue à Managua en février 92. Car, ne rêvons pas, le pouvoir passe souvent par une poignée de billets. -(ANN/Gente)

LE RETOUR D'HASENFUSS

Managua, 17 mars.-- Eugene Hasenfuss, le mercenaire étatsunien capturé en 1986 par l'Armée populaire sandiniste, est revenu à Managua. La chaîne étatsunienne ABC lui a en effet demandé de tourner un documentaire qui explique à l'opinion publique ce qui s'est passé en 1986. Il estime aujourd'hui que "la guerre est sale" et qu'il faut oublier.

La photo du petit soldat sandiniste tirant au bout d'une corde un grand gringo qu'il vient de faire prisonnier a fait le tour du monde. C'était en octobre 1986. L'armée populaire sandiniste avait abattu un avion étatsunien qui approvisionnait la contra au sud, du côté de Nueva Guinea. Le "chele", l'homme blond, était la preuve vivante du soutien matériel apporté par les Etats-Unis à la contra et de leur intervention au Nicaragua. Jugé et condamné à la peine maximum, 30 ans de prison, il avait été aussitôt amnistié par le gouvernement révolutionnaire et renvoyé aux Etats-Unis, où il avait été appelé à témoigner dans l'affaire de l'Iran-contra-gate.

C'est avec un discours de réconciliation qu'il revient aujourd'hui au Nicaragua. "Je veux connaître le véritable peuple du Nicaragua, les gens des deux camps, quelle que soit leur position politique". Il affirme qu'après sa capture il a été traité avec respect par les sandinistes mais reste prudent en ce qui concerne l'intervention étatsunienne à laquelle il a participé. "J'étais du côté du peuple nicaraguayen, du président Reagan et de beaucoup de gens du monde occidental qui croyaient dans la contra, qui croyaient que les sandinistes étaient opposés à la démocratie occidentale". Quand on lui demande s'il referait la même chose, il répond : "Non, je ne crois pas que nous devons nous mêler de ça. Le moment est venu de laisser les Nicaraguayens décider eux-mêmes". Les journalistes se bousculent pour l'interroger, attitude jugée indécente par la présidente du Centre des droits humains, Vilma Nuñez. "Je suis indignée de voir un mercenaire et un criminel reçu comme un héros, comme s'il n'avait pas participé à une guerre qui a tué des milliers d'innocents". Selon elle, il est seulement venu chercher des preuves qui lui permettraient de demander une indemnisation au gouvernement des Etats-Unis. "Le moins qu'il puisse faire, c'est de verser cet argent à ses victimes".

E. Hasenfuss a entre autres rencontré l'ancien capitaine Manuel Novoa, le premier officier auquel il a eu affaire en 1986 et qui a raconté à *Barricada* ce qui s'était passé quand, avec un détachement de l'armée, il était parti à la recherche des restes de l'avion abattu et d'éventuels survivants. "Nous avons trouvé les

cadavres des deux pilotes, mais ils étaient trois à avoir sauté de l'avion. On était perplexes. Vers 11 heures du matin, un cachorro * est arrivé.

- Chef, figurez-vous qu'on a attrapé un chele.

- Quoi?

- Si, les muchachos l'ont attrapé.

- Et où est-il?

- On l'a mis dans un rancho et on l'a attaché avec la corde de son parachute. C'en est un très grand.

- Allez chercher cet enfoiré.

Un moment après ils sont revenus avec l'immense type. Il était beaucoup plus grand que nous. C'était Micoïn qui l'avait capturé. On avait surnommé ce soldat Micoïn parce qu'il travaillait au ministère du commerce (MICOÏN) à San Carlos. Bon, quand je le vois, je m'approche. Je ne parle pas anglais mais j'arrive à lui dire plus ou moins : "My name, my name". C'est-à-dire qu'au lieu de lui demander son nom, je lui disais "mon nom, mon nom". Mais le type a compris et m'a répondu "Eugene Hasenfuss". Je n'ai pas compris et je lui ai tendu un crayon pour qu'il me l'écrive. Ses bottes me plaisaient. Très élégantes, mais du 45. Tant pis, je les lui ai enlevées et j'ai demandé qu'on cherche dans l'avion la paire de bottes la plus grande possible. On n'a trouvé que du 42 et elles lui faisaient mal aux pieds. Le pauvre, il ne pouvait pas marcher. Au bout d'un moment ça m'a fait de la peine et je lui ai rendu les siennes. Nous avons appelé Juigalpa par radio et j'ai parlé au colonel Caldera, en utilisant un code. "J'ai un chele, j'ai un gringo... T'es sûr?... Oui, je l'ai là... Sûr sûr? Il est vivant?... Je l'ai là". Il ne me croyait pas vraiment, ou du moins il voulait ne pas avoir de doute. Il me dit : "Touche-le. Touche-le. Ne me rappelle pas avant de l'avoir touché". Bon, je suis allé le toucher puisque le chef était préoccupé. Ensuite, j'ai rappelé. "Il est là, je l'ai touché... Tu sais ce que ça signifie? Tu sais ce que ça veut dire qu'on ait un gringo vivant?". Je lui ai répondu que oui. Nous avons passé la journée en communication. Nous avons envoyé les renseignements qui figuraient sur ses papiers, selon lesquels il était conseiller militaire de l'armée salvadorienne. Dans l'après midi, on nous a avertis que la contra allait nous attaquer dans la nuit pour récupérer Hasenfuss et qu'elle avait l'ordre de le reprendre ou de le tuer. Nous ne l'avons pas quitté d'une semelle. Pour la nuit, nous lui avons attaché les pieds et les mains. Il pleuvait fort et il toussait. Chaque fois qu'il bougeait, je me levais pour le regarder et vérifier qu'il était toujours là. Ça a été la nuit la plus longue de ma vie. Le lendemain, le colonel est arrivé avec les journalistes. "Et Hasenfuss, il va bien ? Il a mangé?". J'avais préparé la présentation à la presse. Tout à coup, je me suis souvenu de la photo prise au Vietnam **. Nous avons tâché de faire bien les choses. Je ne sais pas si on peut appeler ça un montage. L'idée était de présenter Micoïn, qui l'avait fait prisonnier, tirant Hasenfuss par une corde, avec les deux soldats qui avaient abattu son avion. C'était une façon de les gratifier. Ça a été une grande expérience pour tous parce que cela faisait la preuve du soutien des Etats-Unis à la contra. Je crois que pour lui aussi ça a été une grande leçon". -(ANN)

* Le mot cachorro désigne le petit d'un animal. Il a été utilisé par le poète nicaraguayen Ruben Dario dans sa fameuse "Ode à Roosevelt", poème nationaliste et anti-impérialiste ("mil cachorros sueltos", mille lionceaux lâchés). Les sandinistes appelaient cachorros les jeunes qui partaient à la guerre pendant leur service militaire.

** Photo célèbre d'une petite combattante vietnamienne marchant près d'un immense soldat étatsunien qu'elle vient de faire prisonnier et qu'elle tient en joue avec sa mitraillette.

LA VENGEANCE DE TISCAPA

Mildred Largaespada

Managua, 18 mars.-- Au moins 150 morts, victimes d'affections respiratoires, et plus de 200 blessés graves, tel est le premier bilan de la catastrophe climatique qui s'est produit ce matin dans la capitale.

Les habitants de Managua ont été réveillés par l'étouffement provoqué par le tourbillon de poussière qui s'est littéralement abattu sur la ville et qui, trois heures plus tard, ne s'est toujours pas dissipé. Les commerçants venus des régions voisines et qui arrivaient dans la capitale au lever du jour ont été les premiers à apercevoir le nuage de poussière qui voilait le ciel. "C'était horrible, on avait l'impression qu'il allait pleuvoir, mais c'est une pluie de poussière qui nous est tombée dessus, comme de la terre à pleines pelletées", raconte l'un d'eux qui respire encore avec difficulté. "Nous étions endormis et la poussière est entrée malgré les portes de la maison. Nous avons commencé à tousser sans arrêt. Le petit ne pouvait plus respirer tellement il toussait, il voulait boire de l'eau mais il n'y en avait pas au robinet. Il est mort étouffé", dit une femme en sanglotant.

Les spécialistes assurent que le tourbillon devrait se dissiper en une heure. Pour le moment, Managua est encore plongée dans l'obscurité à cause de la poussière qui flotte dans l'air. Les habitants de la capitale se protègent en se couvrant le nez de mouchoirs mouillés pour pouvoir respirer. Mais l'eau manque depuis plusieurs mois, lorsque les premiers effets de la contamination du lac Tiscapa se sont fait sentir. Aujourd'hui, la plupart des puits qui alimentaient Managua sont pollués. La mort du lac Tiscapa, situé au centre de la ville, a entraîné celle du lac Asososca, principale source d'eau potable. Après Tiscapa, c'est la nappe phréatique qui irriguait les puits de la capitale qui s'est asséchée. Managua vit désormais de l'eau du lac Xolotlan. Les spécialistes affirment que le tourbillon est un effet du déboisement dont a souffert la capitale. Ses espaces verts ont peu à peu disparu et elle s'est transformée en désert, privée des rideaux naturels qui arrêtaient le vent et la poussière. Il y a plusieurs années, tous les arbres au nord de la ville ont été coupés pour servir de bois de combustion.

Plusieurs personnes ont péri en s'enfuyant désespérément de leurs maisons, pensant que la fin du monde était arrivée. "L'heure est venue! L'heure est venue!" hurlaient-ils dans les rues. Le tourbillon a surpris beaucoup d'habitants de Managua alors qu'ils fêtaient encore l'aube de l'an 2 000. Les gens ont couru de tous côtés en cherchant de l'eau pour se laver le visage. Comme elle est rare, des vendeurs la proposent au prix du whisky. Le gouvernement a mis sur pied un comité d'urgence. Cuba et le Mexique devraient envoyer de l'eau potable dans les heures qui viennent.

Ce n'est qu'aujourd'hui que beaucoup commencent à croire les écologistes qui, au début des années 90, poussaient des cris d'alarme face à l'urgence de sauver le lac Tiscapa et prédisaient que sa mort pouvait entraîner des dégâts irréversibles sur l'écosystème de la capitale. "Ce qui s'est passé ce matin n'est qu'un début", estime l'un d'eux, qui a préféré garder l'anonymat.

Ce scénario relève de la fiction. Mais il est fondé sur une réalité: si Tiscapa n'est pas sauvé, Managua se retrouvera sans eau à plus ou moins court terme! Si son degré de contamination augmente, le lac expulsera ses eaux sales vers toute la nappe phréatique qui porte son nom. Celle-ci alimente les puits qui fournissent 72 % de l'eau potable de la capitale, le reste provenant du lac Asososca. "C'est notre indifférence qui tue Tiscapa", se plaint Salvador Montenegro, responsable du Centre de recherche sur les ressources aquatiques. Et il a raison.

Un vieil habitant de Managua se rappelle de l'âge d'or de Tiscapa: "IL se remplissait de monde, les fins de semaines. Une promenade le longait. La végétation était luxuriante, les branches tombaient jusque dans l'eau et servaient de plongeur. On ne lui a jamais donné l'importance touristique qu'il mérite; on néglige trop notre patrimoine. Les gouvernements ont construit des résidences sur ses rives sans tenir aucun compte des crues et tout a été inondé". La contamination du lac a commencé dans les années 60. A cette époque, un canal d'écoulement des eaux descendant de San Isidro de la Cruz Verde a été creusé. Il devait drainer les eaux de pluie vers le lac. En 1982, deux autres canaux lui ont été annexés. "Ces décisions étaient aussi maladroites que l'arrivée d'un éléphant dans un magasin de porcelaine", critique S. Montenegro. On avait en effet négligé le fait que cette zone charrie des tonnes de sédiments chargés de déchets chimiques en tout genre. De plus, le canal est à ciel ouvert et les habitants des alentours l'utilisent comme décharge, y jetant les carcasses d'animaux morts et les ordures ménagères. L'un des techniciens qui a analysé l'eau du canal a contracté une maladie de peau.

Tiscapa, avec ses eaux stagnantes, s'est transformé en un cloaque accueillant pour le virus du choléra. Rien qu'en le regardant, on peut faire un diagnostic: ses eaux sont verdâtres au lieu du beau bleu d'antan, ses rives pelées semblent un dépôt d'ordures. Ceux qui y descendent trouvent là un lieu tranquille pour se droguer, se saouler ou couper ce qui reste de bois. Les

déchets drainés par le fameux canal ont formé un îlot de terre à la surface de l'eau. Le lac ayant jusqu'à quarante mètres de profondeur, on peut imaginer l'épaisseur de déchets agglomérés pour que cet îlot ait pu se constituer. La faune aquatique est en voie de disparition. L'eau abrite une multitude de colonies de bactéries. Les déchets qui flottent forment une couche qui empêche la lumière de passer et entrave donc la photosynthèse.

"Etant donné l'impact négatif du canal sur l'écosystème, nous recommandons sa fermeture", ont déclaré depuis longtemps les spécialistes. La mairie était arrivée aux mêmes conclusions en 1983: il fallait non seulement se préoccuper de Tiscapa mais de tout le bassin sud de Managua, jusqu'au Crucero. Une équipe d'ingénieurs avait élaboré un plan de sauvetage de Tiscapa qui consistait dans la construction de plusieurs micro-barrages interceptant l'eau des canaux et d'un lac qui la recevrait afin qu'elle n'aille plus se déverser dans Tiscapa. Ce plan a été proposé en 1989 mais le canal n'est toujours pas dévié. Il est du ressort de la mairie de construire ce lac. Le maire a émis un arrêté municipal déclarant d'utilité publique une bonne partie des terrains de l'Ecole d'ingénieurs (UNI) pour mener à bien cette construction. Mais selon les auteurs du plan de sauvegarde, ces terrains ne sont pas nécessaires. Certains soupçonnent que le terrain de l'UNI intéresserait plutôt la mairie dans le cadre de l'aménagement du nouveau quartier de la cathédrale, le lac n'étant qu'un prétexte. Quoi qu'il en soit, le temps presse. "Si le lac s'assèche, les habitants de Managua seront privés d'eau potable. 20 ou 30 ans ne sont rien et il faut prendre des mesures immédiates", signalent les auteurs du plan de sauvetage. (ANN/Gente)

SOUPE A L'OIGNON

Ralf Leonhard

Managua, mars.-- Le 19 janvier, le journal télévisé de la chaîne Univision a été censuré au Guatemala. Le jour suivant, la presse annonçait que cette chaîne étatsunienne était menacée de poursuites judiciaires par le président guatémaltèque Jorge Serrano. Cet épisode accroît un peu plus le discrédit d'un régime autoritaire aux yeux de l'opinion internationale et aggrave le conflit qui oppose J. Serrano aux médias.

Les reporters d'Univision avaient filmé à New York un homme sortant d'une boîte de striptease en se cachant le visage. Ils affirmaient qu'il s'agissait du président Serrano, venu se divertir dans ce bar au spectacle très déshabillé après une journée de travail aux Nations Unies. Personne peut-être n'aurait accordé d'attention à cette information si J. Serrano, prédicateur d'une secte évangélique, n'affichait un puritanisme sans faille. Lui qui ponctue volontiers ses discours d'un "Alleluia" s'est voilé la face, pétrifié de crainte, en sortant du bar.

La décision de suspendre le journal télévisé et d'ordonner aux chaînes du câble de ne pas retransmettre *Univision* ce soir là n'a pas amélioré les relations entre le président et la presse. L'année dernière, la corporation des journalistes s'est plainte à plusieurs reprises d'entraves répétées à l'exercice de la profession, qu'elles proviennent de fonctionnaires ou qu'elles soient dues à des menaces anonymes. Le journaliste Axel Cocon, fondateur de l'Agence de presse du Guatemala, indépendante, a dû quitter le pays après avoir reçu plusieurs menaces de mort. Apparemment quelqu'un avait confondu son agence avec une publication du même nom éditée au Mexique. Le hall d'entrée de la revue *Tinamit* a été plastiqué, sans doute pour l'inciter à baisser le ton de ses critiques à l'égard de l'armée. Le président Serrano n'a jamais condamné ces attentats. Il a au contraire accusé publiquement les journalistes d'abuser de leur liberté et de déstabiliser le gouvernement.

Le conflit s'est durci lorsque le reporter du quotidien *Siglo XXI*, Omar Cano, a été maltraité, emprisonné et privé de son matériel photographique au cours d'un voyage dans la région du Petén. Accompagné de deux employés du Conseil national pour la protection de l'environnement, il avait découvert des chantiers illégaux de déboisement dans le Parc national maya. Le journaliste et ses accompagnateurs ont été frappés et arrêtés par des civils en armes sous les ordres d'un commandant de l'armée en poste dans la région. Personne n'a été inquiété et le président Serrano, pour tout commentaire, s'est borné à déclarer que le journaliste n'avait pas à se plaindre car il était encore en vie. Le jour où le Procureur des droits humains s'est prononcé sur cette affaire, des individus armés ont fait irruption dans le centre de la capitale où ils ont systématiquement arraché aux vendeurs de journaux les exemplaires de *Siglo XXI*. Une partie de ces journaux a été brûlée sur place et le reste emmené dans des camionnettes sans plaques d'immatriculation. Aucune enquête judiciaire n'a été menée sur cette nouvelle affaire.

Le journaliste Eduardo Ulibarri est arrivé au Guatemala, mandaté par la Société interaméricaine de presse (SIP), réputée conservatrice. En repartant, il s'est dit préoccupé par ce qui, selon lui, dépasse le simple problème de la liberté d'expression. Au cours des dix dernières années, une vingtaine de journalistes ont été assassinés. Mais rien de tout cela n'a empêché le président Serrano d'affirmer que la journaliste d'*Univision* "fait partie de la guérilla" et que de toute façon "il ne se trouvait dans ce bar que pour y manger une soupe à l'oignon". -(ANN/Pensamiento propio)

CUBA SE DEFEND A L'ONU

Sergio Ferrari

Managua, mars. — Comme les années passées, la question cubaine a été portée devant la Commission des droits humains de l'ONU. Mais il y a eu du nouveau à Genève, fin février, à l'occasion de la 49ème session de cette Commission.

Deux éléments importants ont été relevés par les médias et les observateurs: le ton du document remis par le rapporteur de la

Commission, le Suédois Carl-Johan Groth, et la protestation de la délégation cubaine. La mission cubaine permanente à l'ONU a en effet riposté avant même d'être attaquée en distribuant, le 22 février, un bref document accompagné de témoignages et de preuves de l'ingérence de Washington dans la question des droits humains à Cuba. Il était facile de démontrer la relation étroite entre la Fondation nationale pour la démocratie (NED) des Etats-Unis et la plupart des organisations qui ont adressé leur témoignage négatif sur Cuba au rapporteur officiel de l'ONU. Or, la NED est bien connue comme étant l'instrument des Etats-Unis pour déstabiliser les états étrangers, comme le Nicaragua durant la décennie précédente. Le document met en évidence l'appui que cette Fondation a offert aux groupes d'exilés cubains, en coordination avec la Maison Blanche. On y retrouve entre autres l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre, qui a touché 127 000 dollars en 1991 pour aider les "syndicats libres en exil". Le Comité cubain pour les droits humains et le Centre pour la démocratie cubaine tirent leurs fonds de la même source, ainsi que le petit groupe "Des droits humains", dont le siège est à Washington et dont la NED a financé la publication sur "L'usage de la psychiatrie à des fins politiques à Cuba". Les nombreuses lettres de remerciements ou de demandes de fonds adressées à la NED forment la base de la dénonciation présentée par Cuba devant l'ONU.

Le rapporteur de l'ONU, malgré la vigueur de ses critiques envers Cuba, n'a pas occulté l'impact négatif de l'embargo des Etats-Unis sur la politique cubaine. Même si la validité de la mission que dirigeait le fonctionnaire de l'ONU C.J. Groth a été mise en doute par La Havane, le document final qu'elle a élaboré représente un point important du débat. Il recense des cas de persécutions, condamnations, menaces et intimidations, détentions, privations d'emploi, de liberté syndicale, religieuse et de circulation et il dresse un panorama de l'état des prisons cubaines. Mais entre les conclusions et les recommandations, le rapporteur de l'ONU glisse une reconnaissance explicite de l'influence négative sur toute la vie de l'île d'un environnement international hostile. "*Le rapporteur estime nécessaire de signaler que toute analyse ayant trait à la situation des droits humains à Cuba doit tenir compte du fait que le gouvernement est environné depuis longtemps d'un climat international hostile à sa politique et dans certains cas à son existence même. Les sanctions internationales, en particulier si elles sont accompagnées de conditions exigeant l'adoption de mesures politiques ou économiques, vont totalement à l'encontre de l'objectif poursuivi par la communauté internationale si celui-ci est d'améliorer la situation des droits humains. L'épuisement de l'aide extérieure ne permet pas au gouvernement cubain de disposer d'une grande marge de manoeuvre*".

Une question ne peut manquer de surgir à la lecture de ces réflexions: peut-on exiger d'un pays assiégé et agressé qu'il ait un fonctionnement politique "normal" comme n'importe quelle nation qui ne subit aucune pression extérieure? Même si nombreux sont ceux qui, à Genève, ont tendu une fois de plus un doigt accusateur, beaucoup commencent à signaler que droits humains et souveraineté nationale sont les deux faces d'une même monnaie. -(ANN/EI Nuevo Diario)

DROITS HUMAINS : VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION

Managua, 17 mars.-- Une Conférence mondiale sur les droits humains aura lieu en juin à Vienne sous l'égide de l'ONU, vingt cinq ans après la première qui s'était tenue à Téhéran en 1968. Les Nations Unies ont en effet estimé qu'il fallait actualiser leur programme afin de rendre plus efficaces la promotion et la protection de ces droits fondamentaux. Gladys Acosta, une des responsables de l'Institut latino-américain des services juridiques alternatifs (ILSA), a fait le point sur ce thème dans un entretien accordé à Pensamiento Propio.

Yazmin Ross : Qu'est-ce que l'Institut latino-américain des services juridiques alternatifs ?

Gladys Acosta : Depuis sept ans, nous suivons l'évolution de la situation des droits humains au Mexique, en Amérique centrale et en Amérique du sud, plus spécialement depuis l'installation des démocraties formelles qui ont remplacé les dictatures. Nous avons prouvé que, dans tous les cas, l'action des militaires ou de groupes paramilitaires affaiblit la démocratie, alors que les systèmes judiciaires locaux ne sont pas assez fiables pour recevoir les plaintes de la population. Il y a en effet un vrai problème dans les structures officielles. Il faut y ajouter la corruption et les entraves juridiques à l'application des normes en matière de droits humains. En effet, pour accéder au tribunal de l'Organisation des Etats Américains (OEA) ou à celui de l'ONU, il faut tout d'abord avoir épuisé les mécanismes nationaux. Par ailleurs, les structures de l'OEA et de l'ONU ont été conçues en fonction des besoins des Etats et non pour s'occuper de cas individuels. Ceux qui portent plainte doivent surmonter deux obstacles : la justice de leur pays et la structure pesante, complexe et surtout inaccessible des organismes internationaux.

YR : Il semble que seuls les cas importants pour l'opinion publique soient portés devant les instances internationales.

GA : Elles ne sont pas en effet accessibles à n'importe quel citoyen, non seulement parce qu'il faut énormément d'énergie pour épuiser toutes les instances nationales mais surtout à cause des frais qu'il faut engager lorsque l'on s'affronte à ceux qui ont du pouvoir. Pour recourir aux tribunaux internationaux, il faut toute une infrastructure que seuls offrent parfois les organismes solidaires qui peuvent conseiller les plaignants face à un tribunal international. Cela montre le caractère excluant et peu démocratique de l'accès à la justice, qui s'accroît selon le poids de chaque Etat au sein de l'OEA ou de l'ONU quand interviennent des éléments politiques.

YR : Comment cette difficulté peut-elle être réglée lors de la Conférence de Vienne ?

GA : Vingt cinq ans après la première Conférence, un certain nombre de problèmes se sont accumulés et il ne faut pas compter qu'ils soient résolus immédiatement. En effet, il y a une sorte de double fonctionnement au sein des Nations Unies. Les rapporteurs désignés pour enquêter dans un pays font des comptes rendus qui restent lettre morte. On leur donne toute liberté pour donner leur avis mais on ne tient presque pas compte de leurs recommandations. De leur côté, les organisations non gouvernementales (ONG), qui ont maintenant une grande expérience en matière de promotion des droits humains, n'ont pas assez d'informations sur le fonctionnement de l'ONU, qui est très spécialisé. C'est pour cela que les ONG, qui sont en contact avec la société civile, ne peuvent la conseiller correctement. Les experts des Nations Unies quant à eux évoluent sur un plan essentiellement diplomatique et n'ont pas de contact avec les populations qu'ils sont censés protéger face aux Etats. Il y a également un problème en ce qui concerne la conception même des droits humains. Il y a un quart de siècle, on a donné priorité aux problèmes généraux. Au fil du temps, la communauté internationale a précisé la question des exécutions extrajudiciaires, de la torture, des traitements inhumains ou dégradants, des enlèvements et d'autres atteintes au droit à la vie. Cela a débouché sur toute une ramification de conventions et de traités qu'il faut connaître pour agir, tandis que par ailleurs sont apparues de nouvelles revendications qui ne figurent pas dans les conventions internationales.

YR : Pourriez-vous donner quelques exemples ?

GA : Les communautés indigènes ont signalé des problèmes qui concernent des millions de personnes traitées comme minorité même dans des pays où elles représentent 40 % de la population. En ce qui concerne les droits de la femme, il n'existe que la convention contre toutes les formes de discrimination. Elle a été rédigée en 1981 et elle a besoin d'être rendue plus précise. Les femmes font pression maintenant pour que l'on inclue les droits concernant la reproduction. Il ne faudrait pas que l'on considère ces groupes comme sans importance parce qu'ils n'ont aucun pouvoir au sein de l'ONU. Il y a également des situations nouvelles, comme celles des personnes qui ont le Sida. Il faut reconnaître et respecter leurs droits. Ces problématiques nouvelles viennent de l'indifférence des Etats. Elles vont nécessairement changer la conception que l'on a eu jusqu'à présent des droits humains.

YR : Comment est-il possible d'élargir la notion de droits humains au moment où les Etats appliquent des politiques économiques excluantes ?

GA : C'est précisément l'une des questions de fond qui vont être soulevées à Vienne. L'application d'un modèle économique ôte sa responsabilité à l'Etat pour la transférer aux organismes multinationaux ou supranationaux. Les programmes d'ajustement, les politiques néo-libérales sont imposés de l'extérieur et excluent des millions de personnes car elles ne dynamisent qu'une petite partie de nos économies. C'est pour cela que l'Etat doit assumer ses responsabilités face aux

organismes financiers internationaux mais aussi proposer de solutions afin de respecter les droits humains des citoyens. Aujourd'hui, la souveraineté nationale est abandonnée quand on applique un modèle néo-libéral et qu'on s'en sert comme prétexte pour ne pas assumer ses responsabilités. Nous vivons une période de changement. La démocratie n'est pas la démocratie, les acteurs ne sont plus les mêmes. Il faut reconnaître les nouveaux mouvements qui, à la base, remettent en cause l'ordre des choses. On ne peut pas tout déléguer aux partis politiques complètement sclérosés qui consacrent leur énergie à la défense d'intérêts économiques ou électoraux. Les ONG, qui sont libres de toute attache, peuvent offrir des solutions.

YR : La société civile ne s'épuise-t-elle pas à dénoncer et à réaliser des conférences parallèles ?

GA : La société est une force de proposition et doit pouvoir s'exprimer dans le débat international, sinon celui-ci sera abandonné aux Etats qui se sont montrés incapables de résoudre les problèmes de leurs nations. Jusqu'à présent, les organismes internationaux ont donné priorité à l'Etat comme défenseur des droits humains et comme auteur direct des atteintes aux droits humains. Si l'on élargit la notion de droits humains aux droits économiques et écologiques, la responsabilité doit également être élargie, par exemple aux industries et aux individus. Avant, on ne parlait de torture que lorsqu'elle était pratiquée par un agent de l'Etat, il faut maintenant élargir cette catégorie car par exemple la violence sexuelle contre les femmes ressemble beaucoup à la torture.

YR : Existe-t-il d'autres problèmes concernant les femmes qui rendent nécessaires cette révision des concepts ?

GA : Il faut rendre les Etats responsables de l'impunité, que tout le monde dénonce pour d'autres situations. Les Etats se moquent qu'une femme soit tuée chez elle. Il est vrai que c'est un problème qui ne peut se résoudre seulement par des lois répressives : il faut éduquer et changer les mentalités. Il est également nécessaire de rédiger une nouvelle convention qui dresse la liste de tous les abus sexuels et de toutes les formes d'exploitation sexuelle, les reconnaisse comme atteintes aux droits humains et interdise la commercialisation et la vente de femmes. Des millions d'entre elles ont été victimes de trafics enrichissants et gratifiants pour les hommes, en majorité ceux des pays développés. La seule convention qui existe date de 1949 et ne parle que de "traite des blanches", excluant ainsi les femmes d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine. -(ANN/Pensamiento Propio)

EN BREF

RECONTRA. Le cadavre d'un vieillard a été retrouvé dans la région de Limay, dans le nord (Région I). Il avait été enlevé par un groupe de recontras qui recherchaient son fils, militant sandiniste. Il a été tué après avoir été castré et son corps a été

abandonné à quelques kilomètres de son domicile. Les recontras ont à plusieurs reprises menacé de mort un prêtre de La Dalia (région VI). Le 20 mars, ils ont enlevé un militant sandiniste de cette même localité et tiré sur un autre à Ciudad Dario, dans la même région.

PRIVATISATION. Après deux jours d'affrontements violents entre la police et les travailleurs de la coopérative de transport Parrales Vallejos, le gouvernement a cédé et a remis 35 bus qu'il devait à la coopérative après la privatisation de l'entreprise nationale de bus (ENABUS). Au cours de ces affrontements, plusieurs travailleurs ont été blessés et 9 bus ont été partiellement détruits.

JEUNES DEMOCRATES CONTRE LA DEMOCRATIE.

Un petit groupe de "Miami Boys", affiliés à l'Union des jeunes démocrates de l'exil a voulu arracher le drapeau cubain qui flotte sur l'ambassade de Cuba à Managua et peindre des graffitis sur les murs de ce bâtiment. Cette action s'est déroulée dans le cadre de l'hommage qu'ils rendaient au jeune Jean-Paul Genie, tué en 1990 dans des circonstances qui ne sont toujours pas éclaircies. Ces jeunes "démocrates" ont réclamé l'expulsion de la représentation cubaine du Nicaragua. Le Comité nicaraguayen de solidarité avec Cuba a décidé d'assurer la protection de l'ambassade.

TRAFIC DE BONNES NOTES. Un enseignant a été accusé par la Fédération des élèves du secondaires (FES) de vendre aux collégiens dont les résultats scolaires étaient insuffisants des notes leur permettant de passer dans la classe supérieure. Ce service était coté environ 40 dollars. Le ministère de l'éducation a licencié ce pédagogue aux méthodes plus que douteuses. Selon le syndicat des collégiens, d'autres dénonciations du même ordre vont suivre.

MINES. Le triangle minier de la Région atlantique nord (Bonanzas-Rosita-Siuna) vient d'être vendu par le gouvernement à une compagnie étatsunienne, la Gold Neptune Company. Celle-ci pourrait prendre possession des lieux dès la fin du mois de mars. Pour la population de la région -95 % de chômeurs- cette vente représente l'espoir d'une relance de l'activité des mines, actuellement paralysée.

BEN VOYONS. Les étudiants et le personnel de l'Ecole nationale d'agriculture de Managua occupent une propriété agricole proche de l'école et appartenant à l'Institut de la Réforme agraire (INRA). Ils exigent qu'on leur rende leur ferme expérimentale dont les terres ont été distribuées à des membres du Parti socialiste par son président Gustavo Tablada quand il était directeur de l'INRA. Ces terres sont excellentes et faisaient l'envie de beaucoup. Depuis le démantèlement de la ferme, des installations importantes qui n'intéressaient pas les nouveaux "propriétaires" ont été détruites.

STRATEGIE AGRICOLE. Fin février, un forum sur la stratégie de développement agricole a réuni à Managua différentes instances officielles (Ecole d'agriculture, PNUD, Commission nationale agraire) ainsi que les organisations de producteurs agricoles de tous bords et des ONG. Toutes les organisations ont souligné l'absence de stratégie du gouvernement et ont demandé des mesures cohérentes dans l'agriculture. Le résultat le plus important de ces rencontres a été la décision de créer une Chambre de l'agriculture destinée à permettre la participation des producteurs privés dans la conception des politiques agraires.

A VOLEUR, VOLEUR ET DEMI. Une opération publicitaire de Coca Cola a mis le pays en ébullition et risque de coûter cher à cette entreprise. Les capsules des bouteilles portent à l'intérieur le dessin de la moitié d'un billet dont le montant peut aller jusqu'à 100 000 cordobas (presque 17 000 dollars). Il suffit de trouver l'autre moitié sur une autre capsule pour gagner la somme indiquée. Quelqu'un a eu l'idée de lancer un appel sur une radio pour trouver sa moitié manquante en promettant de partager le prix. Très vite, un système s'est organisé grâce aux radios sandinistes. Devant leurs portes, on peut observer des centaines de personnes attendant leur moitié en or après avoir lancé un appel. "On dirait des spermatozoïdes derrière des ovules", commente *Barricada*. Coca Cola a été contraint de verser en quelques jours tout l'argent qu'elle avait prévu pour le concours. Tout le pays rit de cette bonne plaisanterie.

ALPHABETISATION. A l'occasion du 12ème anniversaire de la Croisade d'alphabétisation, plusieurs hameaux de la commune de San Francisco Libre viennent d'être déclarés "Territoires libres d'analphabétisme". Les maîtres volontaires, qui ont commencé à travailler il y a un an, pensent terminer leur tâche dans la commune en août prochain. Le maire a profité de l'évènement pour signaler la situation économique dramatique de ses administrés et demander l'aide d'ONG pour des projets de reboisement, d'agriculture et d'éducation.

DE QUOI VOUS COUPER LA CHIQUE. Une enquête de l'OMS vient de révéler qu'en moyenne les Nicaraguayennes ont leur première relation sexuelle à 12 ans et qu'à 28 ans elles ont déjà 6 enfants. Par ailleurs, elles font l'amour 3,9 fois par semaine (fréquence la plus forte de la région). Ce détail, selon un petit sondage de *Barricada*, inquiète fortement les hommes,

qui font leurs comptes et se demandent avec qui leurs compagnes complètent le chiffre. "Les Nicaraguayens sont nuls, ils n'arrivent même pas à quatre", tel a été le sobre commentaire d'une femme interrogée par le quotidien.

GUATEMALA. Le dialogue a repris le 10 mars entre le gouvernement et la guérilla après sept mois d'interruption. L'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) dispose d'une meilleure marge de manoeuvre car le gouvernement est discrédité par les nombreuses atteintes aux droits humains dont il est accusé par des organisations internationales. Selon le médiateur Monseigneur Quezada, de "grandes concessions" auraient été faites des deux côtés. L'URNG et le gouvernement se seraient mis d'accord pour signer un accord global portant sur les droits humains et le calendrier de paix.

GUATEMALA. Les Communautés en résistance (CPR) dans lesquelles sont organisés 22 000 paysans déplacés de guerre ont dénoncé un plan de l'armée visant à "leur extermination". Le ministère de la défense a déclaré que les CPR ne rassemblaient pas "des civils désarmés mais liés à la guérilla". Cette accusation a été lancée pour justifier la répression déchaînée contre ces communautés, qui en appellent à un contrôle de l'ONU et de l'OEA.

HAITI. Sous la pression de groupes noirs américains qui l'accusent de faire peu de cas du problème d'Haïti, Clinton a rencontré le président Aristide. Il a menacé les putschistes de Port-au-Prince de faire usage de la force si la crise ne se règle pas par la négociation. Mais il n'a toutefois pas fixé de délai pour le retour d'Aristide au gouvernement. Il a promis que la normalisation serait l'occasion d'une aide exceptionnelle d'un milliard de dollars de la part des Etats-Unis. Aristide s'est engagé de son côté à ce qu'il n'y ait pas de répression violente contre les putschistes et il a appelé ses partisans à ne pas avoir recours à des méthodes terroristes contre le régime en place.

CUBA. L'ouragan qui s'est abattu en mars sur les Caraïbes et les côtes des Etats-Unis a provoqué à Cuba des dommages évalués par l'ONU à un milliard de dollars. Il a fait 5 morts et 60 blessés. 40 000 maisons ont été détruites. Pour la première fois, le gouvernement de La Havane a demandé l'aide de l'ONU. - (ANN)

ABONNEMENT SEMESTRIEL: 230F (Comités 450F; institutions 650F)

Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS

Pour la Suisse : 62 CHF (Comités 133 CHF; institutions 185 CHF) sur le compte 80-60518-0 Zurich.

Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin Tel : 505 2 668875